La dynamique migratoire des ruraux vers les villes

Sandra Poncet et Nong Zhu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/913>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2005
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Sandra Poncet et Nong Zhu, « La dynamique migratoire des ruraux vers les villes », *Perspectives chinoises* [En ligne], 91 | septembre-octobre 2005, mis en ligne le 01 octobre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/913>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

La dynamique migratoire des ruraux vers les villes

Sandra Poncet et Nong Zhu

- 1 La mobilité inter-régionale des travailleurs est un élément clé dans le processus de transition de la Chine vers une économie de marché ¹. La transformation et la modernisation de l'économie dans le cadre d'une ouverture internationale rapide reposent sur la réallocation intersectorielle des ressources, ainsi que sur la gestion des inévitables chocs sur la production et la demande. La mobilité des travailleurs est un élément d'autant plus important que les marchés des biens et des capitaux sont relativement fragmentés. Plusieurs analyses, considèrent ainsi qu'au cours des vingt dernières années de réformes, la Chine s'est transformée en « un marché intérieur fragmenté en fiefs contrôlés par des officiers locaux »².
- 2 Cet article étudie la dynamique de migration des travailleurs ruraux vers les villes en utilisant des données nationales sur deux sous-périodes 1985-1990 et 1990-1995. Dans un premier temps, nous revenons brièvement sur les restrictions pesant sur la mobilité des travailleurs. Le principal instrument de contrôle est le système d'enregistrement de l'état civil ou *hukou*. En dépit d'un assouplissement récent dans certaines provinces, les restrictions demeurent fortes³. Ensuite, l'article présente les données disponibles et analyse l'importance et les principales caractéristiques des flux migratoires intérieurs. Nous nous concentrons sur les flux originaires des zones rurales et à destination des villes sur lesquels pèsent principalement les restrictions. Nous mettons en évidence qu'il existe des entraves à la mobilité des travailleurs à l'intérieur du pays. Nous vérifions par ailleurs que les migrations s'établissent en cohérence avec l'hypothèse de l'exploitation des différentiels de salaire et des opportunités d'emploi.
- 3 Jusqu'au milieu des années 1980, la mobilité de la population, et plus particulièrement celle des ruraux, est strictement contrôlée⁴. L'objectif originel des entraves aux migrations rurales-urbaines était de limiter la taille de la population urbaine dont la consommation de produits agricoles était largement subventionnée. L'urbanisation en Chine en a été depuis et jusqu'à très récemment sévèrement jugulée. Le biais anti-urbain

des autorités communistes chinoises est également le fruit de leur condamnation du capitalisme, des valeurs occidentales et des forces contre-révolutionnaires. Deux mesures complémentaires isolent les villes des campagnes. Tout d'abord, un coût d'opportunité élevé est imposé à ceux qui quittent les zones rurales à travers un système de points-travail pour les journées de travail effectuées par un paysan (*gongfenzhi*). Ce système associe le revenu à la participation au travail journalier de la ferme collective. Ensuite, un système d'enregistrement de l'état civil (*hukou*), assimilable à un système de passeport interne, est mis en place⁵. Il établit un lien étroit entre le lieu de résidence et l'accès aux biens de consommation, aux opportunités d'emploi et à la protection sociale. Ainsi, la citoyenneté et la résidence d'une personne sont définies à la naissance, par le lieu de résidence légale de la mère.

- 4 « Dans le cadre de ce système, les droits dont bénéficient les résidents urbains et ruraux diffèrent. En ville, la résidence légale donne la possibilité d'accéder à des emplois permanents, à un logement et aux services publics d'éducation et de santé. Jusqu'au début des années 1990, elle donne aux urbains le droit à des "rations" pour les produits de base comme les céréales et le kérosène. La résidence légale dans un village ou une localité rurale permet l'accès à la terre agricole, au logement, aux emplois dans les entreprises industrielles rurales et aux institutions locales d'éducation et de santé. Les résidents peuvent également bénéficier des infrastructures et des logements financés par les profits des entreprises locales et du partage des productions ou des allocations locales de céréales ou autres produits de première nécessité »⁶.
- 5 La situation change à partir de 1984 ; les migrations deviennent légales. Il n'est plus nécessaire de disposer d'un permis pour migrer, mais d'un « permis de séjour » pour s'installer sur le lieu d'arrivée. Pourtant, quitter son village demeure coûteux dans la mesure où les migrants vers les grandes villes n'ont pas accès aux soins médicaux, à l'éducation, à un logement, si ce n'est à des prix prohibitifs. Les conditions de vie des migrants et de leur famille sont donc extrêmement difficiles. Il leur est quasiment impossible de trouver un logement décent, et leurs enfants n'ont pas accès à l'éducation ou au système médical, sauf à payer un surcoût. D'autres restrictions comprennent les difficultés d'obtention d'un permis légalisant la migration, les entraves à l'entrée sur le marché du travail, ainsi que diverses taxes et dépenses additionnelles liées au statut de migrant. Les villes interdisent certains emplois aux migrants⁷ et imposent des taxes aux travailleurs extérieurs, tels des frais de lutte contre le crime, de construction et de gestion urbaine, ou même de planning familial pour les femmes. Les principales difficultés rencontrées par les migrants tiennent à la segmentation du marché du travail et à l'absence de sécurité sociale.
- 6 En dépit de l'abolition officielle de ces surcoûts en 2001, un certain nombre d'entre eux persiste. Par ailleurs, les migrants conservent parfois l'obligation de payer certaines taxes dans leur village d'origine sur la terre qu'ils ont laissée en jachère ou pour des prestations dont ils ne profitent plus. Il leur faut dans certains cas payer pour acquérir le droit de travailler en dehors de leur juridiction d'origine.
- 7 Les réformes économiques amorcées à la fin des années 1970 ont profondément affecté les incitations à la migration. Les réformes du début de la décennie 1980 érodent l'efficacité du système d'encadrement de la population⁸. Les réformes agricoles, en particulier la fin du système des communes populaires et la mise en place généralisée du système des contrats de responsabilité (*chengbao zeren zhi*), rendent aux agriculteurs une plus grande liberté. Ces contrats font des ménages agricoles les bénéficiaires de leur effort marginal,

résolvant ainsi les problèmes récurrents de désinvestissement du travail associés aux règles de compensation égalitaire du système des communes populaires ⁹. Les travailleurs agricoles peuvent désormais jouir librement de leur temps et déterminer par eux-mêmes leurs tâches et leur mode d'exploitation.

- 8 Simultanément, la restructuration du système de prix des produits agricoles stimule la hausse de la productivité agricole, libérant un grand nombre de travailleurs excédentaires. Des rendements du travail supérieurs dans les activités non agricoles par rapport aux activités agricoles incitent les ruraux à migrer ¹⁰. Les réformes permettent une augmentation rapide de la production agricole et de l'offre de céréales. La fin de la pénurie rend possible les achats sur les marchés libres des villes sans le hukou urbain. Cette évolution permet l'abandon du système de rationnement.
- 9 Autrefois, dans le cadre du rationnement, le marché était dominé par les vendeurs (ou les producteurs). Après les réformes, avec l'abondance des produits, le marché se transforme progressivement en un marché d'acheteurs où les consommateurs dominent. Depuis 1984, les marchés des biens alimentaires ont été libéralisés. Parallèlement, les logements urbains sont progressivement commercialisables. Ces modifications donnent aux paysans la possibilité d'entrer librement en ville et d'y résider sans changer leur *hukou*. Le désengagement continu de l'Etat des différents secteurs de l'économie permet l'établissement progressif d'un marché du travail urbain. Les migrants peuvent chercher à gagner leur vie dans les villes. La construction des infrastructures urbaines et la diversification de la consommation résultant de l'amélioration du niveau de vie accroissent par ailleurs significativement la demande urbaine de main-d'œuvre.
- 10 Enfin, les réformes – et en particulier l'ouverture vers l'extérieur – amplifient les disparités régionales et renforcent la concentration de la population. Les autorités abandonnent la stratégie de développement régional relativement équilibré appliquée antérieurement pour privilégier les grandes villes côtières. Cette politique a parallèlement conduit à une divergence des revenus et des consommations; en particulier, elle contribue à accroître l'écart de revenu entre les zones rurales et urbaines ¹¹.
- 11 L'inégalité globale de revenu peut être décomposée en trois éléments: l'inégalité à l'intérieur des zones urbaines, l'inégalité à l'intérieur des zones rurales et l'inégalité entre les zones urbaines et rurales. En Chine, le dernier élément domine les deux premiers¹². L'inégalité entre urbains et ruraux constitue en 1995 plus de la moitié de l'inégalité globale de revenu et son évolution explique 75 % de l'évolution de l'inégalité globale au cours de la période 1984-1995. L'écart entre revenus urbains et ruraux s'est élargi jusqu'en 1978, puis a diminué entre 1978 et 1984, avant d'augmenter à nouveau¹³. Le ratio du revenu urbain moyen sur le revenu rural moyen par habitant a baissé de 2,57 à 1,86 entre 1978 et 1985, avant de remonter à 2,86 en 1994. Il fluctue depuis entre 2,50 et 2,90 ¹⁴.
- 12 Dans les provinces côtières du sud-est, la réussite de la politique d'ouverture, le développement économique rapide et surtout les investissements directs étrangers (IDE) massifs constituent des forces poussant à la migration¹⁵. La création des Zones économiques spéciales et des Zones économiques ouvertes à l'extérieur concrétise le traitement spécial accordé aux investisseurs étrangers. L'activité de ces zones est dominée par des activités d'exportation dans les secteurs intensifs en main-d'œuvre. Cette force exogène a augmenté fortement la demande de travailleurs, attirant ainsi un nombre croissant de migrants venus des autres provinces.

- 13 Les migrations inter-provinciales en Chine sont essentiellement motivées par les disparités socio-économiques induites par la stratégie de développement déséquilibré adoptée par les autorités¹⁶. La divergence de revenus observable depuis le lancement des réformes en 1978 est d'ailleurs cohérente avec l'existence d'entraves aux échanges commerciaux inter-provinciaux. En raison de la lourde pression démographique sur les terres arables, le revenu rural demeure à un niveau très bas. La motivation à quitter la terre demeure forte pour les agriculteurs. L'écart important de revenu entre les zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre les régions côtières et intérieures incite aux migrations. Selon les théories classiques de l'économie du développement¹⁷, la migration est essentiellement une réponse des travailleurs à de meilleures perspectives d'emploi, ou plus précisément à des revenus plus élevés. La combinaison de la liberté croissante des individus et des déséquilibres régionaux a conduit à de vastes mouvements de travailleurs agricoles en direction des villes depuis les années 1980. Ces mouvements spontanés de la population rurale ont progressivement brisé les contraintes sur la migration.
- 14 La capacité de l'Etat à contrôler les migrations vers les villes s'est réduite. Certes, il n'y a pas eu de changement majeur dans la nature du système du *hukou* ; les modifications du système au cours des années 1980 et 1990 ont consisté simplement en un assouplissement des règles relatives à la conversion d'un *hukou* rural en un *hukou* urbain. Ce processus, appelé *nongzhuanfei*, demeure néanmoins soumis à des quotas. La classification rurale/urbaine du système d'enregistrement persiste et l'intégration socio-économique d'une personne demeure liée à son *hukou*.
- 15 Toutefois, les réformes économiques ont modifié la structure de contrôle global de l'économie dans lequel le système *hukou* est intégré. Le contrôle de la mobilité de la population s'en trouve affaibli. L'Etat s'est retiré de l'attribution des emplois et de la distribution des biens de consommation. Ainsi, si la nature du système *hukou* n'a jamais changé, son importance a beaucoup diminué dans la mesure où son aspect contraignant reposait sur son lien étroit avec le système de rationnement. Au fur et à mesure de l'effondrement de ce dernier et du développement de l'économie de marché, le système d'enregistrement de l'état civil est progressivement remis en état de sorte à ne plus être lié à l'emploi ou à la protection sociale. Sa fonction ne porte que sur l'enregistrement des habitants. En fait, l'effet de ce système sur la migration est devenu très faible et de moins en moins de paysans cherchent à convertir un *hukou* rural en un *hukou* urbain.
- 16 Bien que la pénurie alimentaire ne soit plus d'actualité et que la libéralisation économique progresse, le gouvernement continue de contrôler les migrations vers les villes pour trois raisons principales. D'abord, les urbains ne veulent pas partager leur niveau de vie relativement élevé avec les ruraux. Ensuite, les infrastructures urbaines ne peuvent pas supporter un exode massif en provenance des campagnes. Enfin, les zones urbaines font également face à un chômage important dû aux réformes des entreprises d'Etat. Les restrictions aux migrations inter-provinciales en Chine (comparables à celles qui sont mises en œuvre sur le plan international) reflètent les choix des autorités des lieux de destination ; celles-ci craignent que le flux entrant de migrants n'aggrave les conditions d'emploi et de rémunération des travailleurs non-qualifiés et ne mettent en péril la sécurité des résidents urbains.
- 17 L'étude de la dynamique des flux migratoires des zones rurales vers les villes s'appuie sur des données des recensements de la population de 1990 et 2000 et d'une enquête portant sur le centième de la population de 1995¹⁸. Il s'agit de données officielles qui ne prennent pas en compte les migrations illégales sur lesquelles pratiquement aucune information

n'est disponible. Ces trois séries de données fournissent le lieu de résidence habituelle au moment du recensement (respectivement aux 1er juillet 1990 et 1995 et au 1er décembre 2000), ainsi que le lieu de résidence habituelle cinq années auparavant. La résidence habituelle se définit par une présence d'au moins un an pour les données de 1990 et 1995, et de six mois seulement pour l'année 2000. Ces données permettent de comparer les flux migratoires inter-provinciaux entre les périodes 1985-1990 et 1990-1995. La caractérisation du lieu de résidence habituelle permet d'identifier ruraux et urbains. Les données distinguent ainsi entre : quartier urbain (*jiedao*), bourg (*zhen*) et commune rurale (*xiang*). Les quartiers urbains sont des circonscriptions territoriales au sein de municipalités ou des grandes villes. Les bourgs sont des circonscriptions correspondant à des petites villes. Les deux premières catégories correspondent à des zones urbaines et la troisième catégorie à des zones rurales. Le migrant est défini comme celui dont le lieu de résidence cinq ans avant le recensement est différent de son lieu de résidence à la date du recensement, à l'égard du canton (*xian*) ou de la municipalité sous tutelle de préfecture (*xianjishi*), ou à l'égard de la municipalité sous tutelle provinciale (*dijishi*). Les flux migratoires sont décomposés en plusieurs types selon qu'ils ont lieu à l'intérieur d'une même province, ou entre deux provinces distinctes, et selon qu'ils s'établissent entre des zones urbaines ou rurales.

- 18 Ces données comportent trois limites. Premièrement, elles enregistrent les migrations au cours d'une période de cinq années sans en indiquer la date. Il est possible que certaines personnes aient migré plusieurs fois, mais nous ne connaissons que le lieu de leur premier départ et le lieu d'arrivée de leur dernier déplacement. Deuxièmement, le recensement de 1990 ainsi que l'enquête de 1995 ne considèrent pas les migrations à l'intérieur des *xian* ¹⁹. En Chine, le *xian* est un échelon administratif relativement indépendant et autonome avec un système administratif complet. Les migrations vers l'extérieur du *xian* sont souvent des mobilités plus formelles et permanentes. Le cinquième recensement de population en 2000 modifie la définition de la migration. Au lieu de définir la migration au niveau des *xian*, le migrant est défini, comme celui qui a changé de lieu de résidence au niveau plus bas des bourgs ou des communes rurales durant la période 1995-2000. La définition de la migration a donc été élargie. Cela explique en grande partie la progression de 50 % du chiffre des migrations intra-provinciales qui passent de 22 millions de personnes sur les périodes 1985-90 et 1990-95 à 33 millions entre 1995 et 2000. En revanche, cette modification ne devrait pas affecter les chiffres des migrations inter-provinciales. Troisièmement, le recensement de 2000 ne prend en compte la dimension urbaine ou rurale de la migration que pour la provenance, et non pour la destination, de sorte que l'analyse des flux entre campagnes et villes n'est plus possible. La province du Tibet n'est en outre pas couverte par le recensement de 1990 ; nous ne disposons pas d'informations sur les migrations à l'intérieur et à destination de cette province pour la période 1985-1990.
- 19 Les flux de migrations mesurés par les recensements sont très importants et en forte progression sur la dernière période. Le tableau 1 fournit le nombre total de migrations ainsi que la composante inter-provinciale qui atteint 32 % entre 1985 et 1995 et recule à 27 % sur la période 1995-2000.

1. Les migrations

(en millions de personnes)

	Total des migrations	dont migrations inter-provinciales	dont migrations inter-provinciales des zones rurales	dont migrations inter-provinciales des zones rurales vers les villes
1985-1990	33,8	10,8	6,6	4,8
1990-1995	33,2	10,7	7,8	4,2
1995-2000	122,5	32,8	25,6	-

Sources : National Bureau of Statistics of China (NBSC), 10 Percent Sampling Tabulation in 1990. Population of China Statistical Publishing House, 1991. NBSC, Figure of 1 % Population Sample Survey in 1995. Pékin, Chine.

- 20 Si le nombre total de migrations (de 33 à 122 millions de personnes entre 1990-1995 et 1995-2000) est directement liée à la modification de la définition, la progression observée pour les migrations inter-provinciales s'explique principalement par l'assouplissement des contraintes portant sur la mobilité des travailleurs ruraux. Les flux de migrations entre les provinces ont ainsi triplé au cours des cinq dernières années par rapport aux périodes précédentes. Cette hausse a porté davantage sur les migrations inter-provinciales d'origine rurale (multipliées par 3,3 passant de 7,8 à 25,6 millions) que sur les migrations inter-provinciales d'origine urbaine (multipliées par 2,5).
- 21 L'analyse des flux migratoires des zones rurales vers les zones urbaines est restreinte aux périodes 1985-1995 dans la mesure où le dernier recensement ne fournit que la décomposition en fonction du lieu d'origine. Pour la période 1995-2000, seule la distinction en termes de lieu d'origine est connue. Le tableau 2 fait ressortir l'importance croissante des flux migratoires entre zones rurales. Ce phénomène est lié à l'industrialisation des campagnes et à la montée en puissance des entreprises de bourgs et de cantons (*xiangzhen qiye*). Ainsi si 3 millions de personnes ont changé de résidence rurale tout en restant dans la même province sur la période 1985-1990, près de 4,3 ont fait ce choix sur la période suivante. La progression du flux de migrations inter-provinciales rurales-rurales est encore plus nette dans la mesure où il passe de 1,8 à 4,3 millions de personnes. Le dynamisme économique en zone rurale permet ainsi de juguler l'exode rural.

2. Migrations intra et inter-provinciales

(en millions de personnes)

	Total des migrations	d'origine rurale	d'origine urbaine	Migrations urbaines-urbaines	Migrations urbaines-rurales	Migrations rurales-urbaines	Migration rurales-rurales
Intra-provinciale 1985-1990	23,0	14,6	8,4	7,5	0,9	11,6	3,0
Inter-provinciale 1985-1990	10,8	6,6	4,2	3,7	0,5	4,8	1,8
Intra-provinciale 1990-1995	22,6	12,0	10,5	9,6	0,9	7,7	4,3
Inter-provinciale 1990-1995	10,7	7,8	2,9	2,2	0,7	4,2	3,6
Intra-provinciale 1995-2000	89,7	46,3	43,4	-	-	-	-
Inter-provinciale 1995-2000	32,8	25,6	7,2	-	-	-	-

Sources : NBSC, 1991 ; NBSC, 1997.

- 22 L'exode rural a ainsi baissé de 42 % dans les provinces intérieures et plus modérément de 17 % dans les provinces côtières entre 1985-90 et 1990-95. Ce phénomène porte principalement sur les flux rural-urbain dans et entre les provinces intérieures qui régressent de 8,2 à 4,7 millions (voir tableau 3). Les migrations rurales-urbaines entre l'intérieur et la côte ont en revanche progressé de 1,7 à 2,2 millions de personnes.

3. Décomposition des migrations de ruraux entre la côte et l'intérieur du pays

Migrations rurales-urbaines 1985-1990

	Destination ville côtière	Destination ville intérieu
Origine côtière rurale	1,6	0,7
Origine intérieure rurale	8,2	

Migrations rurales-urbaines 1985-1990

	Destination côtière	Destination intérieure
Origine côtière rurale	1,6	0,3
Origine intérieure rurale	2,7	4,7

Sources : NBSC, 1991; NBSC, 1997.

- 23 La décomposition régionale des flux migratoires distinguant l'intérieur du pays de la côte repose sur l'hypothèse classique d'une marginalisation des provinces intérieures. En effet, elles ont longtemps connu des conditions de développement économique plus difficiles et ont souvent été négligées voire discriminées par le gouvernement central ²⁰. Pour assurer la mise en perspective avec les données de 1995-2000, le tableau 4 rapporte les migrations inter-provinciales selon la localisation intérieure ou côtière du village de provenance des migrants ruraux, sans que l'on puisse distinguer le caractère rural ou urbain de leur destination.

4. Décomposition des migrations de ruraux entre la côte et l'intérieur du pays

	1985-1990		1990-1995		1995-2000	
	Destination côtière	Destination intérieure	Destination côtière	Destination intérieure	Destination côtière	Destination intérieure
Origine côtière rurale	1,6	0,9	1,6	0,6	4,4	1,3
Origine intérieure rurale	2,0	2,0	3,6	1,9	16,1	4,1

Sources : NBSC, 1991; NBSC, 1997; NBSC, Figures on 2000 Population Census of China, Pékin, China Statistics

- 24 Si, sur la période 1985-1990, les migrations des provinces intérieures vers la côte comptaient pour 31 % des migrations en provenance des campagnes, leurs poids a progressé pour atteindre 47 % sur la période 1990-1995 et 62 % sur la période 1995-2000 (soit 16,1 millions de personnes sur 25,6 millions). Sur la même période, la part des flux entre provinces intérieures dans le total des départs ruraux a reculé de 31 % à 16 % tandis que celle des flux entre provinces côtières est passée de 25 % à 17 %. Il apparaît ainsi clairement qu'au sein des migrations inter-provinciales en provenance des campagnes, la dynamique s'établit des provinces intérieures vers la côte.
- 25 L'existence de données pour l'ensemble des provinces rend possible une analyse plus fine, au-delà de la simple décomposition entre l'intérieur et la côte. Le tableau 5 présente les principales caractéristiques démographiques et économiques des provinces chinoises en 1990 et 2000. Plus des deux tiers de la population résident dans les campagnes. Les

régions les plus peuplées se situent dans les plaines du Yang-tse (Sichuan, Hubei, Anhui) et du fleuve Jaune (Henan, Shaanxi). La province du Sichuan constitue le principal réservoir de population rurale du pays. La seconde province la plus peuplée, le Henan, est également une province fortement rurale. Les habitants du Sichuan et du Henan sont a priori les candidats logiques à une migration vers les villes.

- 26 Dans l'extrême ouest du territoire chinois, le relief de hauts plateaux et de montagnes et le climat ne sont pas propices à l'agriculture. La province du Xinjiang est légèrement plus peuplée en raison de la présence de ressources dans le sous-sol dont l'extraction requiert de la main-d'œuvre. Ces richesses expliquent un taux d'urbanisation relativement élevé et les flux migratoires entrants.

5. Décomposition des migrations inter-provinciales en provenance des campagnes

	Population totale (millions de personnes)		densité de population (personnes/km ²)		taux d'urbanisation (%)		Produit intérieur brut par habitant (yuan)	
	1990	2000	1990	2000	1990	2000	1990	2000
Pékin	1 133,1	1 265,1	7,6	8,3	26,2	36,1	1 634	7 078
Tianjin	10,9	13,8	18,5	44,7	73,2	77,5	4 878	22 460
Hebei	60,3	67,4	6,9	7,8	17,9	26,1	1 465	7 663
Shanxi	28,2	33,0	7,0	8,9	26,7	34,9	1 528	5 137
Mongolie intér	11,1	23,8	4,5	4,1	35,5	42,7	1 478	5 872
Liaoning	40,0	42,4	11,0	11,4	51,4	54,2	2 698	11 226
Jilin	25,2	27,3	6,2	5,8	42,8	49,7	1 746	6 847
Heilongjiang	34,8	36,9	4,1	3,8	49,3	51,5	2 028	8 562
Shanghai	13,5	16,7	21,4	39,8	66,1	88,3	5 910	34 547
Jiangsu	68,2	74,4	8,3	9,7	22,6	41,5	2 103	11 773
Zhejiang	40,8	46,8	9,3	16,5	30,6	48,7	2 122	13 461
Anhui	56,3	59,9	6,8	6,6	17,7	27,8	1 182	4 867
Fujian	30,6	34,7	11,1	13,8	22,7	41,6	1 788	11 601
Jiangxi	38,3	41,4	6,6	8,3	20,9	27,7	1 128	4 851
Shandong	83,4	90,8	7,7	8,3	26,8	38,0	1 815	9 555
Henan	86,1	92,6	7,2	6,8	15,2	23,2	1 091	5 444
Hubei	54,8	60,3	7,4	8,4	29,6	40,2	1 556	7 188
Hunan	60,6	64,4	7,6	8,3	17,4	29,8	1 228	5 639
Guangdong	63,2	86,4	11,5	17,7	38,9	55,0	2 395	12 885
Guangxi	42,5	44,9	8,3	7,2	15,4	28,2	1 066	4 319
Hainan	6,4	7,9	6,3	8,7	20,6	40,1	1 589	6 894
Chongqing (1)	-	30,9	-	9,2	-	33,1	-	5 157
Sichuan	106,4	83,3	11,6	8,9	19,7	26,7	1 105	4 784
Guizhou	32,7	35,3	9,1	7,6	20,1	23,9	810	2 662
Yunnan	36,8	42,9	8,2	7,5	14,7	23,4	1 224	4 637
Tibet	2,2	2,6	10,3	11,1	18,1	18,9	1 276	4 559
Shaanxi	32,5	36,1	6,7	8,9	20,7	32,3	1 244	4 549
Gansu	22,9	25,6	6,3	7,1	20,8	24,0	1 099	3 838
Qinghai	4,4	5,2	8,1	11,1	25,3	34,8	1 558	5 087
Ningxia	4,7	5,6	5,3	5,0	28,5	32,4	1 393	4 839
Xinjiang	15,4	19,3	5,2	5,5	33,0	33,8	1 799	7 470

(1) Chongqing, la quatrième municipalité relevant directement du gouvernement central, a été créée en 1997. Sources : NSBC, 1991 ; NSBC, 2002.

- 27 Sur la côte qui concentre une grande partie de la population, le tissu urbain est très dense. Shanghai détient la densité urbaine la plus forte de Chine avec 2 179 habitants au km² en 1990. Les nombreuses métropoles côtières des provinces du Shandong, du Guangdong et du Jiangsu agissent comme des aimants sur les habitants des campagnes voisines.
- 28 Les données de flux entrant et sortant pour chacune des provinces au cours des périodes 1985-1990 et 1990-1995 sont reportés dans les tableaux 6 et 7. Les trois premières colonnes concernent les migrations totales en distinguant entre flux intra-provinciaux et flux inter-provinciaux sortant ou entrant. Les colonnes 4 à 6 fournissent des données comparables, mais pour les seules migrations rurales-urbaines. Les deux dernières colonnes établissent le rapport entre les migrations rurales-urbaines inter-provinciales dans le total inter-provincial de la province, successivement pour les flux sortant et entrant.
- 29 6. Flux migratoires vers les villes entre 1985 et 1990

(en milliers de personnes)

	Total des migrations			Migrations rurales-urbaines				
	intra-provinciales	inter-provinciales	intra-provinciales	inter-provinciales	% rural urbain	flux entrant	flux sortant	flux net
	flux	flux	flux	flux		entrant	sortant	entrant
Pékin	60,0	123,3	663,1	31,5	7,9	381,8	373,9	6
Tianjin	25,6	86,2	311,7	15,2	14,5	141,7	127,3	14
Hebei	827,9	665,2	469,0	431,4	380,1	137,2	-242,8	57
Shanxi	559,6	226,8	269,2	302,4	58,8	152,1	93,3	26
Mongolie int.	603,8	277,9	239,5	275,7	90,1	119,0	28,9	32
Liaoning	845,5	272,3	516,7	396,9	79,9	254,8	174,9	29
Jilin	555,2	345,8	253,7	260,0	125,5	130,1	4,6	36
Heilongjiang	988,5	594,3	332,3	437,8	199,6	184,1	-15,6	34
Shanghai	152,7	150,5	655,8	63,4	7,9	263,8	255,9	5
Jiangsu	1 303,5	588,5	838,1	808,1	307,0	295,4	-11,7	52
Zhejiang	838,7	626,3	321,5	446,9	370,6	112,2	-258,4	59
Anhui	835,0	538,2	343,9	433,8	272,6	90,3	-182,2	51
Fujian	832,9	227,6	294,6	419,3	103,5	124,0	20,5	45
Jiangxi	686,5	277,0	225,8	288,7	122,5	82,3	-40,2	44
Shandong	1 135,4	523,3	610,4	510,0	295,9	182,9	-113,0	57
Henan	1 263,5	577,6	494,9	655,7	338,7	135,2	-203,5	59
Hubei	1 121,1	348,5	411,8	587,2	114,3	224,5	110,2	33
Hunan	1 211,9	503,5	248,2	658,2	289,9	87,7	-202,2	58
Guangdong	2 523,0	250,3	1 161,8	1 631,2	78,5	782,9	704,5	31
Guangxi	1 047,3	548,8	157,4	475,3	357,0	70,4	-286,6	65
Hainan	117,7	111,7	133,5	57,9	43,1	55,1	12,0	39
Sichuan	2 435,8	1 287,4	440,5	1 125,0	719,3	86,5	-632,8	56
Guizhou	552,7	309,3	198,8	285,5	109,8	123,1	13,3	35
Yunnan	762,7	272,1	232,5	276,2	83,5	120,4	36,9	31
Shaanxi	692,0	332,3	314,0	298,8	108,3	130,8	22,5	33
Gansu	416,0	268,6	163,8	224,7	79,8	80,6	0,9	30
Qinghai	144,9	98,2	106,5	34,7	13,1	53,1	40,0	13
Ningxia	109,1	55,7	79,5	43,5	12,0	46,4	34,4	22
Xinjiang	356,0	273,2	347,0	117,5	43,3	197,4	154,2	16
Total	23 004,4	10 760,2	835,6	11 592,3	4 826,8	4 845,8	19,0	45

Source : NBSC, 1991.

7. Flux migratoires des campagnes vers les villes entre 1990 et 1995

(en milliers de personnes)

	Total des migrations			Migrations rurales-urbaines				
	intra-provinciales	inter-provinciales	intra-provinciales	inter-provinciales	% rural urbain	flux entrant	flux sortant	flux net
	flux	flux	flux	flux		entrant	sortant	entrant
Pékin	645,8	117,0	692,9	49,3	6,3	360,2	353,9	5
Tianjin	266,7	61,2	223,9	21,1	14,1	111,0	96,9	23
Hebei	836,0	416,6	501,7	335,0	199,3	122,4	-76,9	48
Shanxi	319,4	140,6	158,6	115,1	38,9	56,9	18,0	28
Mongolie int.	656,8	248,8	275,5	201,2	54,9	85,3	30,4	22
Liaoning	1 165,3	196,0	436,6	338,6	46,6	230,9	184,3	24
Jilin	620,5	295,2	150,2	144,4	96,1	48,4	-47,7	33
Heilongjiang	1 064,1	613,7	225,3	323,3	172,7	96,4	-76,3	28
Shanghai	962,3	121,6	725,1	48,0	8,2	434,2	426,0	7
Jiangsu	2 069,1	449,8	968,6	881,4	240,1	293,3	53,2	53
Zhejiang	752,3	514,3	467,5	257,5	313,2	127,1	-186,1	61
Anhui	561,2	743,6	155,1	207,0	396,2	23,9	-372,3	53
Fujian	651,6	219,4	347,2	235,2	113,9	68,0	-45,9	52
Jiangxi	481,5	513,3	125,0	125,7	221,9	20,3	-201,6	43
Shandong	1 414,0	381,5	521,9	736,9	185,0	151,9	-33,1	48
Henan	760,1	739,4	272,4	227,7	363,6	47,6	-316,0	49
Hubei	799,3	382,2	269,8	288,1	135,7	89,6	-46,1	36
Hunan	997,5	704,3	212,7	455,1	386,9	58,8	-328,1	55
Guangdong	2 142,7	220,9	1 946,1	880,0	33,1	1 115,7	1 082,6	15
Guangxi	804,7	554,2	118,7	352,3	220,6	42,5	-178,1	40
Hainan	127,9	101,2	103,6	45,8	21,4	22,9	1,5	21
Sichuan	1 972,6	1 457,3	396,3	688,1	672,0	68,6	-603,4	46
Guizhou	411,7	401,2	152,1	145,5	81,7	72,4	-9,3	20
Yunnan	629,3	241,4	207,6	155,3	31,1	84,4	53,3	13
Tibet	34,1	28,3	34,8	17,2	1,8	20,3	18,5	6
Shaanxi	530,7	264,2	164,6	212,1	75,1	94,7	19,6	28
Gansu	407,8	250,1	138,9	137,2	55,1	63,2	8,1	22
Qinghai	137,0	77,0	51,0	21,3	4,2	17,0	12,8	5
Ningxia	69,0	55,4	47,8	15,5	7,7	25,1	17,4	14
Xinjiang	279,3	149,6	567,8	64,5	26,2	170,6	144,4	18
Total	22 570,3	10 659,3	659,3	7 725,4	4 223,6	4 223,6	0,0	40

Source : NBSC, 1997.

- 30 Les provinces du Guangdong, Pékin et Shanghai se distinguent clairement comme des espaces d'attraction des flux de migration rurale-urbaine. Les provinces du Zhejiang, du Guangxi et du Sichuan s'imposent à l'inverse comme les principaux foyers de départ. Si les flux nets de ces trois dernières provinces sont moins négatifs sur la période 1990-1995

que sur la période 1985-1990, signe que les départs s'accroissent dans d'autres provinces, la force d'attraction du Guangdong, de Pékin et de Shanghai semble se renforcer. Le flux net cumulé de ces trois provinces progresse ainsi de 1,3 à 1,9 millions de personnes.

- 31 Il est intéressant de s'arrêter plus spécifiquement sur les trente flux de migrations inter-provinciales rurales-urbaines les plus importants au cours de ces deux périodes. Ils sont reportés dans le tableau 8.

8. Principaux flux migratoires des campagnes vers les villes entre les provinces

(en milliers de personnes)

1985-1990			1990-1995		
Province d'origine	Province de destination	Nombre de migrants	Province d'origine	Province de destination	Nombre de migrants
Guangxi	Guangdong	298,6	Hunan	Guangxi	295,5
Hebei	Pékin	164,2	Sichuan	Guangxi	243,5
Hunan	Guangxi	150,4	Guangxi	Guangxi	206,6
Jiangsu	Shanghai	103,8	Anhui	Jiangsu	134,5
Sichuan	Guangxi	95,9	Jiangxi	Guangxi	121,5
Anhui	Jiangsu	82,4	Jiangsu	Shanghai	111,5
Sichuan	Guizhou	77,5	Anhui	Shanghai	106,9
Sichuan	Yunnan	73,1	Hebei	Pékin	95,0
Sichuan	Xinjiang	69,5	Henan	Guangxi	78,6
Sichuan	Hubei	67,8	Zhejiang	Shanghai	63,8
Hebei	Tianjin	66,0	Henan	Pékin	51,0
Heilongjiang	Liaoning	63,4	Sichuan	Xinjiang	50,6
Zhejiang	Shanghai	51,8	Heilongjiang	Liaoning	48,1
Shandong	Heilongjiang	46,8	Sichuan	Yunnan	46,4
Henan	Hubei	44,8	Sichuan	Guizhou	45,2
Jilin	Heilongjiang	42,9	Shandong	Liaoning	38,9
Sichuan	Jiangsu	42,0	Jilin	Liaoning	38,3
Heilongjiang	Shandong	41,2	Guizhou	Guangxi	37,6
Jiangxi	Guangxi	39,4	Sichuan	Shanghai	37,3
Anhui	Shanghai	39,0	Hubei	Guangxi	36,0
Henan	Pékin	38,8	Henan	Xinjiang	35,4
Shandong	Liaoning	38,3	Fujian	Guangxi	34,6
Hainan	Guangxi	37,1	Heilongjiang	Shandong	32,9
Sichuan	Fujian	36,3	Anhui	Pékin	31,6
Zhejiang	Jiangsu	35,0	Zhejiang	Liaoning	31,2
Fujian	Guangxi	33,9	Zhejiang	Jiangsu	29,5
Jilin	Liaoning	33,2	Heilongjiang	Mongolie intérieure	29,1
Sichuan	Pékin	32,2	Jiangsu	Pékin	28,2
Shandong	Jilin	32,1	Hebei	Tianjin	27,9
Zhejiang	Guangxi	32,1	Sichuan	Jiangsu	27,5

Sources : NSBC, 1991 ; NSBC, 1997.

- 32 Une première caractéristique est l'existence d'un effet de proximité. Les migrations entre provinces voisines sont beaucoup plus importantes que les migrations plus lointaines. Cette caractéristique est cohérente avec l'hypothèse d'une hausse des coûts de la migration et d'un manque d'informations disponibles avec l'accroissement de la distance. Les migrations inter-régionales en Chine, à l'image des migrations internationales, comportent des coûts psychologiques (séparation) et financiers (frais de voyage, de téléphone, ou les surcoûts de logement, de santé ou d'éducation décrits précédemment).
- 33 L'étude empirique des coûts de migration établit qu'ils augmentent avec la distance qui s'accompagne d'une détérioration du réseau de contacts et de soutiens²¹. La logique est que les réseaux sont souvent proportionnels aux flux de migration antérieurs. Les coûts de migration sont plus bas pour les individus qui suivent les traces des migrants précédents et s'installent au sein de communautés – issues des migrations antérieures d'amis ou de membres de leur famille – dans lesquelles ils avaient des connexions.
- 34 Une seconde caractéristique est que les migrations intra-provinciales sont bien supérieures aux migrations inter-provinciales. Cet aspect semble indiquer l'existence de surcoûts dans le cas des migrations inter-provinciales et confirme l'hypothèse que les réseaux, les institutions et les valeurs communes qui facilitent les flux de personnes (ou les flux de marchandises) sont au moins en partie déterminés par les frontières ²².

- 35 La province de Guangdong s'illustre par l'importance de ses migrations internes. C'est là que l'ouverture de la Chine vers l'extérieur a commencé. Cette province a aussi bénéficié de diverses politiques préférentielles. L'orientation vers l'exportation et les entrées massives de capitaux étrangers ont fortement stimulé le développement des petites villes et des activités intensives en travail. Ce dynamisme a permis la création d'un grand nombre d'emplois, ce qui a contribué à la mobilité des travailleurs à l'intérieur de cette province. Les flux migratoires des campagnes vers les villes à l'intérieur des provinces du Sichuan, du Jiangsu et du Henan sont également très élevés en lien avec la taille de leur population. L'attraction des provinces du sud-est s'est renforcée pendant la période 1990-1995, avec l'approfondissement des réformes et l'impulsion qui a suivi la tournée de Deng Xiaoping dans la région au cours de l'année 1992. En ce qui concerne la provenance des migrants ruraux-urbains, le Sichuan, la province la plus peuplée avec 106,4 millions d'habitants en 1990, est la principale source de migrants. D'après certaines estimations non officielles, plus de cinq millions de paysans-ouvriers quittent chaque année cette province en tant que migrants saisonniers. Les provinces du Henan, du Guangxi et du Hebei sont également des foyers importants de migration à longue distance. Remarquons que les travailleurs agricoles affluent non seulement vers les provinces côtières, mais aussi vers les provinces reculées telles que le Xinjiang, le Yunnan et le Heilongjiang, caractérisées par une offre de main-d'œuvre déficitaire. Les principaux flux migratoires, mis en évidence dans le tableau précédent, prennent leur source dans des provinces voisines d'un centre d'attraction et s'établissent en direction de ce centre. Les flux du Guangxi vers le Guangdong, du Jiangsu vers Shanghai et du Hebei vers Pékin illustrent cette logique.
- 36 Les principaux flux inter-provinciaux de migration rurale-urbaine sur les périodes 1985-1990 et 1990-1995 sont représentés sur les graphiques 9 et 10. La plupart des flux migratoires partent des régions intérieures vers les régions côtières. Que ce soit au cours de la première ou de la seconde période, les deux tiers des migrations s'effectuent à destination des provinces côtières. Les migrants ont tendance à privilégier les destinations où ils espèrent trouver un emploi plus aisément et un revenu nominal plus élevé. L'accès au marché apparaît donc jouer un rôle important dans le choix de la relocalisation des migrants, mettant en évidence que la logique de migration en Chine répond à des forces centripètes.
- 37 Le pouvoir d'attraction des trois municipalités à rang provincial (Pékin, Tianjin et Shanghai) ainsi que des provinces du Jiangsu et du Shandong ressort nettement. Le delta de la rivière des Perles (Guangdong), le delta du Yang-tse centré sur Shanghai (Shanghai, Jiangsu et Zhejiang) et la région entourant le golfe du Bohai centrée sur Pékin sont les trois principales destinations des migrants²³.

9. Flux interprovinciaux des zones rurales vers les villes, 1985-1990

10. Flux migratoires interprovinciaux des zones rurales vers les villes, 1990-1995

- 38 Les réformes économiques ont introduit des mécanismes de marché dans le processus de mobilité des travailleurs, ce qui a affaibli le système du hukou et stimulé les migrations.
- 39 L'analyse descriptive des flux migratoires confirme que le dynamisme économique et la position géographique sont deux facteurs importants qui influencent la répartition spatiale des migrants en Chine. La centralité en termes d'accès au marché composé de consommateurs nationaux et internationaux apparaît comme une force d'attraction

fondamentale. Elle détermine la demande adressée aux entreprises et ainsi leurs besoins en travailleurs. La position centrale d'un marché détermine les perspectives d'emploi et de rémunération qu'il offre aux migrants. Nous pouvons conclure qu'en dépit des entraves persistantes à la mobilité des travailleurs, la dynamique migratoire est cohérente avec l'approfondissement de l'intégration du marché intérieur chinois. Les migrants se déploient avec pour objectif l'exploitation des différentiels de salaire et des perspectives d'emploi. Ce phénomène va dans le sens de la nécessaire évolution d'un marché fragmenté vers une économie intégrée où émergent des pôles de concentration.

NOTES

1. Cai Fang, « Les migrations internes en Chine : mains invisibles et pieds visibles », chapitre 8 dans Isabelle Attané (éd.), *La Chine au seuil du XXI^e siècle. Questions de population, questions de société*, Paris, Ined, 2002, pp. 169-183.
2. Alwyn Young, « The Razor's Edge: Distortions and Incremental Reform in the People's Republic of China », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 115, n° 4, novembre 2001, pp. 1091-1135. La dégradation du degré d'intégration économique entre les provinces chinoises avait déjà été remarquée par la Banque mondiale (*China: Internal Market Development and Regulation*, Washington, DC, World Bank, 1994). Cette thèse est également défendue par Sandra Poncet, « Measuring Chinese domestic and international integration », *China Economic Review*, vol. XIV, n° 1, 2003, pp. 1-21.
3. Chun-Chung Au et Vernon Henderson, « How Migration Restrictions Limit Agglomeration and Productivity in China », NBER Working paper 8707, 2002.
4. Zai Liang, Michael J. White, « Internal Migration in China, 1950-1988 », *Demography*, vol. 33, n° 3, 1996, pp. 375-384.
5. Chan Kam Wing, *Cities with Invisible Walls*, Hong Kong, Oxford University Press, 1994.
6. Au et Henderson, *op. cit.*
7. Voir Laurence Roulleau-Berger et Shi Lu, « Les travailleurs migrants à Shanghai », *Perspectives chinoises*, n° 87, janvier-février 2005, pp. 2-9.
8. Yves Blayo, *Des politiques démographiques en Chine*, Paris, Puf/Ined, 1997.
9. Xin Meng, *Labor Market Reforms in China*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2000.
10. Sarah Cook, « Surplus Labour and Productivity in Chinese Agriculture: Evidence from Household Survey Data », *Journal of Development Studies*, vol. 35, n° 3, 1999, pp. 16-44.
11. Ajit S. Bhalla, « Rural-Urban Disparities in India and China », *World development*, vol. 18, n° 8, 1990, pp. 954-987 ; Jian Chen et Belton M. Fleisher, « Regional Income Inequality and Economic Growth in China », *Journal of Comparative Economics*, vol. 22, n° 2, 1996, pp. 141-164.
12. Banque mondiale, *Sharing Rising Incomes - Disparities in China*, The World Bank Group, Washington D.C., 1997.
13. Yaohui Zhao, « Labor Migration and Earnings Differences: The Case of Rural China », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 47, n° 4, 1999, pp. 767-782.
14. *Ibidem.*

15. Victor F. S. Sit et Chun Yang, « Foreign-investment-induced Exo-urbanization in the Pearl River Delta, China », *Urban Studies*, vol. 34, n° 4, 1997, pp. 647-677.
16. Nong Zhu, (2002), « Impacts of Income Gap on Migration Decision in China », *China Economic Review* 13 (2/3): pp. 213-230.
17. W. Arthur Lewis, « Economic Development with Unlimited Supply of Labour », *The Manchester School of Economic and Social Studies*, vol. 47, n° 3, 1954, pp. 139-191 ; Michael P. Todaro, « A Model of Labour Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries », *American Economic Review*, vol. 59, n° 1, 1969, pp. 138-148.
18. National Bureau of Statistics of China (NBSC), *10 Percent Sampling Tabulation in 1990. Population Census of the People's Republic of China*, Pékin, China Statistical Publishing House, 1991. NBSC, *Figure of 1 % Population Sample Survey in 1995*, Pékin, China Statistical Publishing House, 1997. NBSC, *Figures on 2000 Population Census of China* (CD-ROM), Pékin, China Statistics Press, 2002.
19. En général, la capitale du canton est le centre urbain le plus proche pour les ruraux. Les migrations à l'intérieur des *xian* sont beaucoup plus fréquentes que celles vers l'extérieur des *xian*.
20. Justin Yifu Lin, Fang Cai et Zhou Li, « Social consequences of economic reform in China: an analyses of regional disparity in the transition period », in Mary-Françoise Renard (éd.), *China and its Regions – Economic Growth and Reform in Chinese Provinces*, Cheltenham, Edward Elgar, 2002, chapitre 2, pp. 33-56.
Sylvie Démurger et Gilles Lelong, « China's regional development: Prospects and Policies » in OECD, *China in the World Economy*, Paris, OCDE, 2002, chapitre 21.
21. Sandra Poncet, « La dynamique des migrations intérieures en Chine. Frontières et forces centripètes », *Revue économique*, vol. 55, n° 3, 2004, pp. 623-632.
22. John Helliwell, « National Borders, Trade and Migration », *Pacific Economic Review*, vol. 2, n° 3, 1997, pp. 165-185.
23. Pierre Gentelle, *L'Economie de la Chine*, Armand Colin, 1994. Jean-Pierre Larivière et Pierre Sigwalt, *La Chine*, Paris, Masson, Armand Colin, 1999.

RÉSUMÉS

Cet article étudie les migrations des travailleurs ruraux vers les villes en utilisant des données nationales sur les deux périodes 1985-1990 et 1990-1995. Il revient brièvement sur les restrictions pesant sur la mobilité des travailleurs et notamment sur son principal instrument de contrôle, le hukou. Ce travail souligne qu'en dépit d'entraves persistantes à la mobilité, la dynamique migratoire est cohérente avec l'approfondissement de l'intégration du marché intérieur chinois.